

Video : Table ronde sur la souveraineté nationale dans le nouveau contexte international

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Souveraineté,Videos en ligne
3 octobre 2024



Dans le nouveau contexte européen et international, comment la France peut-elle conserver une part de souveraineté ? Quelle est la situation réelle de la France, sans tabous ni langue de bois ? Quels sont les atouts que la France doit développer pour éviter la vassalisation, voire l'effondrement dans les prochaines décennies ?

L'objectif de cette table ronde était d'aborder le thème de la souveraineté sous ses différents aspects, de faire prendre conscience des enjeux et d'esquisser des pistes de développements pour les décideurs publics, mais aussi des dirigeants d'entreprises et des citoyens. Cet événement, organisé par l'ASAF et l'AASSDN, s'est tenu à Lyon le 13 Juin 2024.

Intervenants : Alain Juillet, Henri Pinard-Legry, David Cumin. Avec Fabien Lafay, comme animateur du débat. Introduction par Jean-Michel Bonnerue et Alexandre Sonnet

Merci au Cercle Militaire du Général Frère à Lyon pour son accueil ainsi que les deux entreprises mécènes de cette conférence, Electrocalorique et ECI Systems

Interventions

Qu'est-ce que la souveraineté ?

[00:00](#) Fabien Lafay

[01:04](#) David Cumin : point de vue institutionnel
[14:49](#) Fabien Lafay
[15:14](#) Alain Juillet : point de vue géopolitique
[26:16](#) Fabien Lafay
[26:28](#) Henri Pinard-Legry : point de vue militaire

Questions de l'animateur

[36:52](#) Fabien Lafay
[37:28](#) David Cumin : souveraineté et souverain
[41:31](#) Fabien Lafay
[41:56](#) Alain Juillet : normes et souveraineté

Capacités militaires françaises

[47:52](#) Fabien Lafay
[48:16](#) Henri Pinard-Legry
[53:23](#) Alain Juillet Transferts de souveraineté
[55:53](#) Fabien Lafay
[56:29](#) David Cumin
[57:13](#) Fabien Lafay
[57:22](#) Henri Pinard-Legry

Trouver des espaces de souveraineté

[01:00:58](#) Alain Juillet Conclusion
[01:08:42](#) Fabien Lafay

Questions du public :

1) Quelle souveraineté européenne face aux empires ?

[01:11:46](#) Henri Pinard-Legry
[01:15:06](#) Alain Juillet
[01:19:36](#) David Cumin

2) Qui est l'ennemi de la souveraineté française ?

[01:22:10](#) Question du public
[01:23:48](#) Alain Juillet
[01:31:18](#) David Cumin

3) Quelles priorités pour la souveraineté française ?

[01:34:37](#) Question du public
[01:36:07](#) Henri Pinard-Legry
[01:39:22](#) Alain Juillet
[01:40:40](#) : Fabien Lafay

Présentation des intervenants par Jean-Michel Bonnerue, Délégué du Rhône de l'ASAF

Vidéo : La France sous dépendance des capitaux étrangers

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Global,Videos en ligne
3 octobre 2024



Dans cette nouvelle émission, Alain Juillet et Claude Medori reçoivent François-Xavier Carayon, auteur du livre « Les États prédateurs ». Nous analysons la puissance financière de certains états via des fonds souverains ou des entreprises publiques qui investissent massivement dans les économies occidentales et dont le poids dans les économies locales leurs permettent d'influencer les choix politiques et géostratégiques des pays sous leur coupe. La France est-elle une proie facile pour ces états prédateurs et ces fonds vautours synonymes de désindustrialisation ?

Informations sur la vidéo

Titre : La France sous dépendance des capitaux étrangers

Réalisé par : Open Box TV et Alain JUILLET

Présenté par : Alain JUILLET et Claude MEDORI

Intervenant extérieur : François-Xavier CARAYON, auteur du livre « Les États prédateurs »

Durée : 00:38:53

Date de mise en ligne : 20 septembre 2024

Compte YouTube support de la vidéo : [Alain Juillet](#)

[Allocution en souvenir de l'engagement des parachutistes de la France libre](#)

Category: 1942-1945,1944 : Débarquements en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités,Europe de l'Ouest,Hommages et discours,REGIONS
3 octobre 2024



Il y a 80 ans, les paras français étaient engagés dans la libération du sol national : en Bretagne, la veille du débarquement, pour aider les Forces françaises de l'intérieur

(FFI) à fixer les garnisons allemandes, puis du Limousin à la Franche-Comté pour appuyer les maquis à harceler les unités de la *Wehrmacht* en repli sur l'ensemble du front et les empêcher de mener des actions défensives face à la marche des troupes alliées, enfin au sein de l'armée de Lattre, dans les durs combats des Vosges et de l'Alsace.

Dans ces affrontements contre l'occupant s'est forgée l'ossature des troupes aéroportées françaises : les Bergé, Bigeard, Sauvagnac, Botella, de Bollardière, Maloubier, Le Carré et autre Prigent à qui il nous appartient de rendre hommage.

L'Union nationale des parachutistes (UNP) dont l'une des missions est d'entretenir la mémoire de l'épopée des parachutistes français a choisi de faire effort sur la Saône-et-Loire où le 3^e régiment de chasseurs parachutistes / 3^e SAS (*special air service*) du commandant Château-Jobert dit « Conan » a permis, en complément des agents du SOE (*special operations executive*) et des équipes *Jedburgh*, à la Résistance de mieux s'organiser et de mener des actions coordonnées et efficaces contre un ennemi en repli mais nullement en déroute. Les attaques incessantes et meurtrières sur les convois de l'adversaire et les libérations de villes à l'approche de l'Armée B débarquée en Provence, peu connues du grand public et même de la famille parachutiste, méritaient d'être mises en valeur.

C'est pour cette raison que l'UNP s'est associée à la 11^e brigade parachutiste, dont le commandant nous fait l'honneur d'être présent, pour donner un éclat particulier à ces commémorations. Celles-ci se déroulent qui plus est au mois de septembre, période particulière pour tous ceux qui ont franchi la porte d'un avion avec un parachute sur le dos puisque c'est le mois de Saint-Michel, saint patron des parachutistes.

Au nom de l'Union nationale des parachutistes, je m'incline devant ceux, résistants des Forces françaises de l'intérieur, parachutistes de la France Libre et soldats de l'armée de Lattre, soldats, marins et aviateurs des armées alliées, qui se sont battus et ont parfois péri sur cette terre chargée d'histoire pour que la France retrouve sa souveraineté et que nous puissions vivre libres !

GCA (2S) Vincent GUIONIE

Président national de l'UNP

Digoin et Montceau-les-Mines, les 5 et 6 septembre 2024

Safran investit dans Vyoma spécialisé dans la surveillance des débris spatiaux

Category: 2020-2030,Actualités,Technologies

3 octobre 2024



Commentaire AASSDN : La surveillance de l'espace devient une activité hautement stratégique.

Elle concerne non seulement le suivi des satellites militaires étrangers et leurs manœuvres dans l'espace, mais aussi la localisation très précise des innombrables débris qui constituent autant de risques de détérioration ou de destruction de nos satellites en cas de collision.

Ce partenariat entre Safran et une start up allemande contribue à renforcer la souveraineté de la France et de l'Allemagne, mais aussi, plus généralement, celle des nations européennes sous réserve que celles-ci privilégient ces entreprises européennes plutôt que celles d'outre-Atlantique.

Safran Corporate Ventures a le plaisir d'annoncer la signature d'un investissement conjoint, aux côtés de trois autres co-investisseurs, dans la société Vyoma dans le cadre d'un tour de table financier de 8,5 millions d'euros.

Vyoma est une startup allemande créée en 2020 à l'origine d'un système d'observation par constellation de satellites conçue pour la surveillance des débris spatiaux en orbite basse autour de la Terre. La société utilise une flotte de satellites équipés de télescopes, permettant d'identifier et de cataloguer les débris spatiaux. Ces données, combinées aux données de Vyoma, permettront aux opérateurs de satellites de naviguer de manière autonome et d'éviter les collisions avec les débris. Vyoma se positionne sur le domaine stratégique de la « *space situational awareness* » (SSA) et s'inscrit dans une volonté européenne de souveraineté spatiale.

Parallèlement à son investissement, Safran travaillera en partenariat avec Vyoma sur trois domaines en particulier. Safran Electronics and Defense étudiera la possibilité d'embarquer sur les constellations de Vyoma, de nouveaux capteurs (radiofréquence et télémètres laser) et travaillera avec Vyoma sur le partage de certaines données complémentaires pour en optimiser la valeur et la précision. Enfin, Safran Reosc explorera le développement d'un instrument optique pour détecter des objets de moins de 2 cm en mode surveillance qui complète le portefeuille de capteurs existant et futur de Vyoma.

« Ce partenariat avec Vyoma présente un intérêt technologique et stratégique pour renforcer l'offre de Safran Electronics and Defense dans le domaine de la surveillance de l'Espace », souligne Jean-Marie Betermier, Directeur de la Direction Espace de Safran Electronics and Defense.

« Cet investissement dans une startup allemande spécialisée du New Space s'inscrit dans la stratégie de Safran Corporate Ventures visant à soutenir des sociétés développant des technologies de rupture stratégiques pour le Groupe et en ligne avec une collaboration franco-allemande contribuant au renforcement de la souveraineté de l'Union européenne » ajoute Florent Illat, Directeur Général de Safran Corporate Ventures. « Le partenariat avec Safran Electronics & Defense nous aide à affiner notre portefeuille de données et de services pour répondre aux besoins de nos clients et assurer la sécurité et l'efficacité des opérations spatiales », a déclaré le Dr Stefan Frey, PDG de Vyoma.

SAFRAN

20 juin 2023

Le général de Courrèges dévoile sa vision pour l'IHEDN et l'Académie de défense

Category: 2020-2030, Actualités, Europe de l'Ouest, Intelligence économique, Numérique, Outre-Mer, Union Européenne

3 octobre 2024



Les auditeurs de la 4^e session nationale de l'IHEDN et de la session en région Provence-Alpes-Côte d'Azur effectuent leur rentrée cette semaine. À cette occasion, le nouveau directeur de l'Institut, le général de corps d'armée Hervé de Courrèges, revient sur son expérience et développe sa vision pour l'IHEDN. Entretien.

Depuis le 1^{er} août, le général de corps d'armée Hervé de Courrèges a pris la direction de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et de l'Enseignement militaire supérieur, ainsi que la présidence de l'Académie de défense de l'École militaire (ACADEM). Il commandait auparavant l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. Formé notamment à Saint-Cyr et à SUPELEC, le général de Courrèges est issu de l'arme blindée cavalerie, et a servi essentiellement dans les troupes de montagne. [Sa carrière](#) l'a conduit à servir au Liban, au Tchad, en Afghanistan et en Côte d'Ivoire, à commander différentes unités comme le 4^e régiment de chasseurs et la 27^e brigade d'infanterie de montagne, mais aussi à exercer des responsabilités au sein de l'administration centrale et dans des cabinets. Dans cet entretien, il retrace les grandes lignes de son parcours avant de développer sa vision pour l'IHEDN, ses auditeurs, l'ACADEM et leurs partenaires.

Comment votre parcours vous a-t-il préparé à prendre la direction de l'IHEDN ?

En portant un regard sur mes trente-six années de carrière militaire, j'ai effectivement le sentiment que ma récente nomination à la tête de l'IHEDN s'inscrit en parfaite cohérence avec mon parcours professionnel pour des raisons d'expérience, de connaissances et d'appétence.

D'expérience tout d'abord car celle-ci fonde la crédibilité quand on parle de sujets graves comme la guerre et ses corollaires. Un tiers de ma carrière s'est déroulé au sein des forces armées en situation de commandement avec divers engagements en opérations extérieures qui m'ont permis de voir concrètement sur le terrain les effets de la violence humaine et de la confrontation des volontés.

De connaissances ensuite car un deuxième tiers de ma carrière m'a conduit à servir en administration centrale puis surtout en cabinets aux niveaux ministériel, primo ministériel puis au service de la Présidence de la République. Après la vision terrain précédemment évoquée, c'est lors de ces années que j'ai mieux appréhendé la vaste notion de défense nationale et la nécessité d'y impliquer de très nombreux acteurs de l'État et de la société civile.

De l'appétence enfin puisque mon dernier tiers temps a eu pour cadre des organismes de formation, soit pour y être formé, soit pour y former. Ainsi, après mes trois dernières années passées à commander l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan qui forme les 2 000 jeunes officiers de l'armée de Terre, me voici à l'autre bout du spectre générationnel, dorénavant chargé de la formation d'une population plus expérimentée. Le niveau ne sera pas le même mais mon enthousiasme demeure intact. Transmettre et faire grandir figurent au rang des plus belles missions que l'on peut se voir confier au cours d'une vie.

Que représente pour vous la notion de défense nationale en 2024 ?

La défense nationale est une ambitieuse et ancienne idée qui s'est peu à peu cristallisée au cours du XX^e siècle. Son dernier développement s'est traduit en 2008 par l'apparition du concept de sécurité nationale qui vise à « [parer aux risques et aux menaces susceptibles de porter atteinte à la vie de la nation](#) ». Depuis 2009, l'IHEDN a reçu pour mission de développer l'esprit de défense et de sensibiliser aux questions internationales.

Aussi afin d'embrasser au plus large ces notions aux contours mouvants et de les adapter aux temps présents, mon prédécesseur, le général Benoît Durieux, a orienté le périmètre d'action de l'Institut sur [quatre cercles concentriques](#) en réponse à des risques différents : au cœur se situe la défense militaire qui s'élargit ensuite à la défense nationale puis à la sécurité nationale pour embrasser enfin le périmètre de la sécurité internationale. Je me retrouve parfaitement dans cette présentation didactique qui encadre notre réflexion et nos formations.

Quelles sont les actions prioritaires que vous entendez mener pendant votre mandat ?

Tout d'abord je pense inscrire pleinement mon action dans la continuité de celles de mes prédécesseurs, auxquels je rends hommage car ils ont su faire évoluer régulièrement nos formations pour les adapter à un monde en perpétuelle mutation. Soucieux de cette continuité, j'entends porter mes efforts dans trois directions.

Ma première attention est pour l'IHEDN lui-même dans son offre de formation et dans son fonctionnement interne. Nos formations et notre rayonnement doivent veiller à maintenir la qualité attendue par nos auditeurs, nos associations et nos partenaires. Notre fonctionnement

interne, très rationalisé ces dernières années, doit poursuivre dans sa démarche de performance et d'efficacité.

Ma deuxième priorité se porte vers l'ambitieuse Académie de défense de l'École militaire. Celle-ci fédère la vingtaine d'organismes situés sur notre site, dont la compétence recouvre des activités de recherche, de doctrine, de formation et d'enseignement afin de faire de ce lieu un acteur majeur de la réflexion stratégique française et européenne, de renforcer les synergies entre ses membres et de valoriser un patrimoine architectural exceptionnel. L'incontestable succès du [Paris Defence and Strategy Forum](#) qui s'est tenu au printemps dernier témoigne des formidables potentialités de l'ACADEM. Le travail en commun paye !

« L'IHEDN a l'immense chance de bénéficier d'un réseau très riche »

Enfin je porterai mes efforts vers le monde plus élargi de nos partenaires au-delà des murs de l'École militaire. Ils ont très nombreux à Paris, en régions ou dans les outre-mer.

L'IHEDN a notamment l'immense chance de bénéficier d'un réseau partenarial et associatif très riche et actif qui fait vivre l'esprit de défense au sein des territoires avec un effort tout particulier porté vers la jeunesse. Je souhaite donc une belle rentrée aux auditeurs de la [session nationale](#) et à ceux de la [session en région](#) PACA qui débutent leur formation cette semaine. La reprise se poursuivra en octobre avec le [cycle en Intelligence économique et stratégique](#) à Bordeaux, le [cycle Jeunes](#) en Île-de-France, ainsi que différentes sessions internationales.

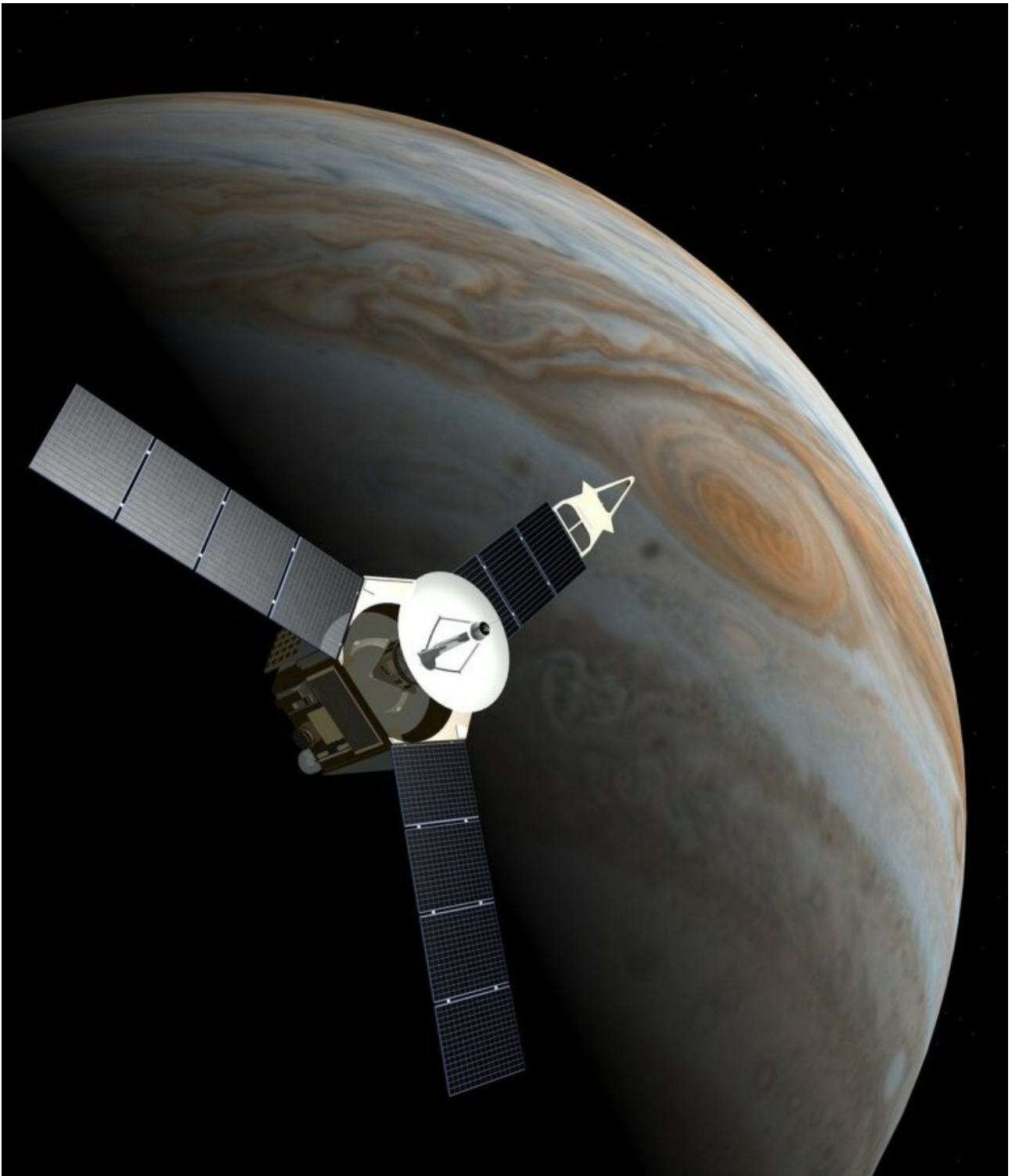
IHEDN

16/09/2024

[Entretien publié sur le site de l'IHEDN](#)

TOUTATIS : la France teste ses capacités de défense spatiale en orbite basse

Category: 2020-2030,Europe de l'Ouest,Global,Renseignement,Souveraineté,Technologies
3 octobre 2024



Commentaire AASSDN : L'espace est à l'évidence un domaine qui conditionne la souveraineté des nations. Les Etats-Unis, la Chine et la Russie développent activement et mettent en orbite des engins spatiaux aux multiples capacités. En plus des nombreux satellites de télécommunications, d'observation, d'alerte arrivent des satellites brouilleurs, écouteurs, tueurs...

L'Europe malgré le lancement d'*Ariane 6* ne fait sans doute pas l'effort financier suffisant dans ce domaine clef pour atteindre le même niveau que les 3 autres puissances majeures et alors que d'autres nations (Inde, Japon, ...) font des efforts très importants pour développer leurs

activités spatiales.

De son côté la France, puissance nucléaire indépendante, dont le territoire national s'étend, – avec les 120 000 km² de ses DROM COM- sur l'ensemble du globe, se doit de faire un effort dans ce domaine pour préserver ses intérêts stratégiques mais aussi pour contribuer, le moment venu, à une éventuelle défense de l'Europe.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU MINISTÈRE DES ARMÉES

Paris, le 17 septembre 2024

Spatial : l'Agence de l'innovation de défense notifie à *U-Space* la réalisation d'une démonstration d'actions en orbite basse au profit du Commandement de l'Espace

- **Confiée à la *start-up* toulousaine *U-Space*, cette expérimentation sera conduite en partenariat avec la société MBDA. Elle a pour objectif, au moyen de deux nanosatellites en orbite basse, de valider des scénarios opérationnels de défense (*Low Earth Orbit* - LEO).**
- **Baptisée « TOUTATIS* » cette première démonstration mettra en œuvre une chaîne de connaissances et de réactions complètes face aux tentatives d'ingérences spatiales.**
- **Elle s'inscrit dans le cadre de la Stratégie spatiale de défense et de la LPM 2024-2030, en complément des expérimentations qui seront menées en orbite géostationnaire par les satellites « YODA » (Yeux en orbite pour un démonstrateur agile).**
- **TOUTATIS constitue la première étape de la stratégie de défense en orbite basse, intégrée à l'opération ARES (Action et résilience spatiale), pilotée par la Direction générale de l'armement (DGA).**

La stratégie spatiale de défense a consacré l'espace comme nouveau domaine de conflictualités. Afin de compléter les capacités d'actions existantes des armées, une nouvelle fonction « d'action dans l'espace » a été confiée à l'armée de l'Air et de l'Espace, et mise en œuvre par le Commandement de l'espace (CDE). Elle a pour objectif de décourager et, le cas échéant, de protéger et défendre nos intérêts dans l'espace.

TOUTATIS respecte strictement le droit international, y compris le droit à la légitime défense, en conformité avec l'engagement de la France en faveur d'une utilisation pacifique et responsable de l'espace extra-atmosphérique.

Confirmée en tant que priorité dans la loi de programmation militaire 2024-2030, cette ambition se traduit par le développement de démonstrateurs d'envergure dont deux satellites en orbite basse.

Cette première démonstration mettra en œuvre une chaîne de connaissances et de réactions complètes en orbite basse (LEO), en faisant appel à des technologies issues de l'innovation ouverte dans le domaine spatial.

Deux satellites seront mis en œuvre :

- Un premier satellite « d'action en orbite basse » (*SPLINTER*), disposant d'une capacité de manœuvre élevée et d'un ensemble de sous-systèmes permettant une autonomie d'approche et d'actions.
- Un second satellite « guetteur » (*LISA1*) aux capacités d'observation accrues à des fins de surveillance de l'espace depuis son orbite.

Ils réaliseront des scénarios d'opposition ou de coopération qui permettront de vérifier les performances du satellite d'action en orbite basse et les capacités du satellite guetteur en terme de surveillance de l'espace.

Le projet s'appuiera sur les synergies offertes par la start-up *U-Space*, qui développe des nano-satellites de haute performance, et le groupe européen MBDA, qui met à disposition son expertise dans le domaine des effets et des engagements militaires, au service de la protection de satellites.

Au travers de TOUTATIS, l'Agence de l'innovation de défense poursuit son accompagnement de la dynamique du « *New Space* » français.

Depuis 2021, plusieurs démonstrateurs, sous la responsabilité de l'Agence de l'innovation de défense, ont également déjà été lancés : KERAUNOS (communications optiques) et HYP4U (imagerie hyperspectrale).

**TOUTATIS : Test en Orbite d'Utilisation de Techniques d'Action contre les Tentatives d'Ingérences Spatiales*

À propos de U-Space :

U-Space conçoit et construit des nanosatellites modulaires de nouvelle génération facilitant le processus de conception et de production de constellations dédiées. L'entreprise propose trois offres spécifiques : l'étude préalable, la construction et le support aux opérations. Créée en 2018 à Toulouse, la société s'est fixée comme objectif à l'horizon 2025 de devenir *leader* mondial sur le marché des constellations de nanosatellites. Elle est lauréate du programme French Tech 2030.

À propos de MBDA : MBDA est un groupe européen multinational unique, un leader mondial dans le domaine des systèmes d'armes complexes, jouant un rôle clé dans la protection des nations. Créé dans un esprit de coopération internationale, MBDA et ses plus de 15 000 collaborateurs travaillent ensemble dans l'objectif de soutenir la souveraineté nationale de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni, ainsi que des pays alliés dans le monde entier. En tant qu'accélérateur d'innovation, MBDA est le seul groupe européen capable de concevoir et de fabriquer des armes complexes pour répondre à toutes les exigences opérationnelles, actuelles et futures, des trois forces armées (Terre, Mer et Air). MBDA est détenu par Airbus (37,5 %), BAE Systems (37,5 %) et Leonardo (25 %).

Direction générale de l'armement

Cérémonie commémorative au camp du Struthof

Category: 1942-1945,Europe de l'Ouest,Événements
3 octobre 2024



A l'occasion des 80 ans de l'assassinat des résistants du réseau *Alliance* et du *Groupe Mobile Alsace Vosges* (GMAVosges) et de l'évacuation du camp de concentration de Natzweiler, l'ONAC-VG a organisé le 31 août une grande cérémonie commémorative, avec le soutien de plusieurs associations dont l'AASSDN, rassemblant le matin plusieurs centaines de personnes sur le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof, cérémonie qui s'est poursuivie l'après-midi au Mémorial Alsace-Moselle de Schirmeck.

L'AASSDN Alsace était présente en nombre à cette cérémonie à laquelle elle avait convié plusieurs membres de l'Union nationale des combattants (UNC) du Bas-Rhin dont le président et le porte-drapeau, conformément à la convention qui unit les deux organismes et qui vise à développer des actions communes dans le cadre du devoir de mémoire. Une quinzaine de membres de l'amicale dont les deux délégués alsaciens, Jean-Paul Beck et Christian Poutard, et le porte-drapeau, François Fath, ont ainsi participé à cette commémoration de près de deux heures ponctuée de lectures et de chants. La cérémonie s'est achevée par un dépôt de gerbes. Le délégué Alsace de l'amicale et le président de l'association du GMA Vosges ont déposé chacun une gerbe au nom de leur amicale devant la fosse aux cendres. En dehors des dépôts de gerbes officiels, seuls l'AASSDN et le GMA Vosges avaient été conviés, en tant qu'association, à déposer des gerbes au cours de la cérémonie.



Après le déjeuner, plusieurs membres se sont rendus au Mémorial où était organisée une visite de l'exposition permanente suivie d'une visite du camp de Vorbruck-Schirmeck. L'équipe du [Mémorial Alsace-Moselle](#) et du Centre européen du résistant déporté avait installé à cet effet, sur le chemin menant au Mémorial, les 146 portraits des résistants du réseau Alliance et du Groupe mobile Alsace-Vosges assassinés la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1944.

Un renouveau stratégique : naissance du commandement de l'action en profondeur et du renseignement (CAPR)

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Evénements
3 octobre 2024



Général de division Guillaume Danès



Général de brigade Vincent Tassel

Le général de corps d'armée (CGA) Toujouse, commandant les forces terrestres, a présidé le mercredi 4 septembre 2024 à Strasbourg, en présence du GCA Langlade de Montgros, directeur du renseignement militaire (DRM) et du GCA Pierre Meyer, nouveau Gouverneur militaire de Metz, commandant de la zone Terre Nord-Est et officier général de la zone de défense et de sécurité Est, la cérémonie de création du commandement de l'action dans la profondeur et du renseignement (CAPR), de la brigade de renseignement et de cyber-électronique (BRCE) et de la 19^e brigade d'artillerie.

Au cours de cette cérémonie à laquelle assistaient les deux délégués alsaciens, Jean-Paul Beck et Christian Poutard ainsi que plusieurs membres de l'amicale, le général de division (GDI) Guillaume Danès, nouveau commandant du CAPR, le général de brigade (GBR) Vincent Tassel, nouveau commandant de la BRCE ainsi que le GBR Marc Galan, nouveau commandant de la 19^e brigade d'artillerie, se sont vu remettre leur nouveau fanion par le GCA Toujouse. Cette remise de fanion s'est déroulée devant de l'ensemble des drapeaux des régiments constituant le CAPR, réunis à cet effet, et en présence des chefs de corps de ces mêmes régiments.

A l'issue de la cérémonie officielle, le GCA Toujouse et le GCA Langlade de Montgros se sont adressés à l'auditoire., Si le commandant des forces terrestres a tenu des propos très martiaux vis-à-vis de la Russie, le directeur du renseignement militaire a tenu à rappeler l'importance de la fonction renseignement dans les armées et a souligné les relations très étroites qui prévalaient entre la DRM et l'ex COMRENS tant au niveau de la fourniture de renseignements stratégiques que tactiques.

S'adressant en dernier à ses invités, le GDI Danès a tout d'abord tracé l'historique du nouvel insigne du CAPR, dévoilant au passage les échanges -quelque peu tendus- qui ont eu lieu avec le Service historique de la Défense (SHD) en vue de sa création. Il a ensuite rappelé que la mission fondamentale de son nouveau commandement résidait dans la conduite d'actions dans la profondeur et l'acquisition de renseignements et qu'il tirait sa force de son articulation en trois brigades (renseignement, artillerie et aérocombat). Il a également précisé que la CAPR

était le quatrième commandement « Alpha » (il s'agit de commandements spécialisés appelés à fournir des appuis au combat dans des domaines clés, tels que les frappes dans la profondeur, les actions « hybrides », le renseignement et la logistique) et qu'avec sa création s'achevait la réorganisation voulue par le chef d'état-major de l'armée de Terre.

La cérémonie s'est achevée par un moment de convivialité qui a permis d'échanger avec l'ensemble des cadres et acteurs de ce nouveau commandement autour d'un grand nombre de spécialités culinaires alsaciennes.

Jean-Paul BECK

Délégué régional AASSDN

[Comment la France est devenue une puissance spatiale](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest,Technologies
3 octobre 2024



Commentaire AASSDN : Alors que l'UE vient de retrouver une dimension importante de son autonomie stratégique avec le lancement réussi de la fusée *Ariane 6*, Philippe Varnoteaux rappelle dans la revue *Conflits*, l'effort continu et le rôle central qu'a joué la France dans le domaine spatial.

Alors que la France est contrainte de relever simultanément de nombreux défis : financier, éducatif, migratoire, santé, énergétique, il est réconfortant de se souvenir que 20 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale avec son cortège de pertes humaines (500 000 morts) de destructions et tout en menant les guerres d'Indochine et d'Algérie, notre pays s'est hissé au 3^e rang des puissances spatiales mondiales après l'URSS et les États-Unis.

L'AASSDN propose à ses lecteurs un numéro hors-série de 250 pages, réalisé par l'ASAF en coopération avec des membres de notre association « *L'aventure spatiale française de 1945 à nos jours* » (10 € + 5 € de port).

Le 26 novembre 1965, la France devient la troisième nation à placer sur orbite par ses propres moyens un satellite (A1 ou Astérix), après l'URSS (1957) et les États-Unis (1958). Les années 1950 sont cruciales pour comprendre le succès de 1965 et l'influence française dans la construction de l'Europe spatiale.

Les photographies présentes à l'intérieur de l'article ont été fournies par Philippe Varnoteaux.

La Seconde Guerre mondiale voit l'émergence d'armes nouvelles, dont les missiles. Lors de la défaite de l'Allemagne, les Alliés découvrent l'extraordinaire avance que celle-ci a dans ce domaine. Américains et Soviétiques saisissent matériels et spécialistes allemands à travers respectivement les opérations *Paperclip* et *Osoaviakhim*.

L'héritage allemand

Les Français adoptent la même démarche avec leurs « missions scientifiques ». Ainsi, les armées françaises s'intéressent aux missiles, mais selon des démarches différentes : l'armée de Terre via le Centre d'études des projectiles autopropulsés (CEPA) de la DEFA souhaite reconstruire des V2 ; l'armée de l'Air via le service technique de l'aéronautique de la DTI engage un vaste programme visant à développer de nouveaux engins-fusées classés en air-air, air-sol, sol-air, sol-sol, cible télécommandée ; quant à la Marine, elle construit des engins visant à couvrir tous les domaines (air-mer, mer-air, surface-surface). Concernant les spécialistes allemands récupérés, certains sont installés au Laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques (LRBA) de Vernon (armée de Terre) pour reconstituer des V2, comme Karl Heinz Bringer, spécialiste de la propulsion, qui a contribué à élaborer les moteurs des *Véronique*, *Diamant* et même *Ariane 1*.

Ainsi en Europe, en dehors de l'URSS, la France est le pays qui recrute le plus de spécialistes allemands dans de nombreuses entreprises d'État ou privées et pas que dans le domaine des fusées.



Légende : Véronique V17 installation sous portique_ ECPA-CNES

Toutefois, la guerre de décolonisation en Indochine contraint l'armée de terre à faire des choix ; elle lâche le CEPA qui *in fine* ne procède à aucun essai de V2. Il subsiste néanmoins au sein du LRBA deux principaux programmes : *Véronique* (VERnOn service techNIQUE), une étude dérivant des connaissances allemandes sur la propulsion à liquides appelée à être utilisée comme fusée-sonde, et *Eole* (Engin fonctionnant à l'oxygène liquide et à l'éther de pétrole), un prototype de missile sol-sol devant emporter une charge explosive (300 kg à 1 000 km) dont l'origine remonte aux années 1930.

L'héritage national

Des études sur les fusées existaient en effet avant la guerre. Par exemple, l'ingénieur Louis Damblanc s'intéressait aux fusées à propulsion solide (poudre) et, entre 1937 et 1940, conduisait à l'École centrale de pyrotechnie des essais en vol de fusées à un, deux et même trois étages. De son côté, le pionnier de l'aviation Robert Esnault-Pelterie publiait en 1930 *L'Astronautique*, ouvrage dans lequel il expliquait l'intérêt des fusées à propulsion à liquides pour le vol spatial. Citons enfin l'ingénieur militaire Jean-Jacques Barré du service technique de l'artillerie qui, disciple d'Esnault-Pelterie, œuvrait à la réalisation sous l'Occupation du EA 1941 (engin autopropulsé modèle 1941), un petit missile sol-sol à propulsion à liquides. La défaite le contraignit à effectuer les essais après la Libération entre mars et juillet 1945 (l'une des fusées atteint la portée de 60 km). En novembre 1952, il procède à deux tirs de la version améliorée *Eole*, mais qui échouent. Déçue et peu convaincue, la DEFA abandonne les projets de Barré.

Le foisonnement des études de fusée dans les années 1950

Si l'arrêt d'*Eole* met fin aux études de missile de longue portée, celles sur les missiles tactiques de courte portée se multiplient, notamment les sol-air en raison de la menace des bombardiers

soviétiques. L'armée de Terre développe le sol-air *Parca* (projectile autopropulsé radioguidé contre avions), un engin à propulsion liquide puis solide. Parallèlement, est mise au point Véronique pour le compte du Comité d'action scientifique de la défense nationale (CASDN) qui la met à disposition des scientifiques pour explorer l'atmosphère. Dès le 29 octobre 1954, une *Véronique* réalise à 104 km d'altitude la première expérience spatiale française conçue par les physiciens français Étienne Vassy et allemand Karl Rawer (étude de l'ionosphère par mesure de la transmission des ondes radio).

Quant à l'air, elle dispose dès la fin des années 1940 à Cannes d'un grand centre industriel de la fusée à la SNCASE. De nombreux engins y sont réalisés comme le *SE 4100*, un missile sol-air servant de banc d'essai (et à partir duquel sont élaborées la plupart des bases techniques de la fusée moderne), dont le premier tir intervient dès septembre 1949. La société Matra, quant à elle, construit à la fois des missiles sol-air (série R04 à R422) et des missiles air-air (R05 à R530), avant de se spécialiser dans cette deuxième catégorie. D'autres organismes développent des fusées comme l'Onera (Office national d'études et de recherches aéronautiques) qui, pour ses études fondamentales (aérodynamique, matériaux, etc.), élabore des engins technologiques, dont les OPD à partir desquelles sont conçues des fusées-sondes comme *Daniel* qui, le 27 janvier 1959, réalise la seconde expérience spatiale française (mesure de la radioactivité dans l'atmosphère à 127 km d'altitude).

Ainsi, les années 1950 ont été une période fondatrice, avec un foisonnement de programmes (près d'une centaine) et d'expérimentations d'engins-fusées, une véritable *furia francese*.

Tout un tissu de compétences en matière de fusées a été développé par les armées (via leur direction technique), des industriels et des organismes étatiques maîtres d'œuvre, de nombreux équipementiers, des moyens d'essais et plusieurs champs de tir, dont ceux du Centre interarmées d'essais d'engins spéciaux (CIEES) à Colomb-Béchar / Hammaguir (désert algérien) où la plupart des engins ont été expérimentés entre 1948 et 1967.



Légende : Diamant 01 décollage_ ECPA

Le tournant de l'année 1959

En 1950, des physiciens proposent une année géophysique internationale (AGI) pour une étude globale de la terre, y compris la haute atmosphère. Elle est planifiée pour 1957-1958, en raison d'une forte activité solaire qui entraînera des interactions avec l'atmosphère terrestre. Américains et Soviétiques annoncent en 1955 l'envoi des premiers satellites artificiels.

En France, Vassy suggère d'utiliser des *Véronique* améliorées pour contribuer aux programmes de l'AGI. Le CASDN finance la construction d'une quinzaine de *Véronique* AGI, tandis que le physicien Jacques Blamont du service d'aéronomie – premier laboratoire spatial français créé fin 1958 au sein du CNRS – propose de créer des nuages artificiels à l'aide de sodium pour en savoir plus sur la haute atmosphère (structure, vents, etc.). Ainsi, les 10 et 12 mars 1959, deux *Véronique* AGI s'envolent avec leur charge de 90 kg et réalisent entre 85 et 170 km des nuages artificiels qui mettent en évidence la turbopause, la limite entre la basse et la haute atmosphère. La découverte est spectaculaire. Les médias exultent ! L'espace est désormais accessible aux scientifiques français. De nombreuses autres expériences sont effectuées, dont le vol suborbital de petits animaux comme le rat *Hector* le 22 février 1961 (à 110 km) et la chatte *Félicette* le 18 octobre 1963 (à 155 km).

Entre-temps, le contexte politique change. Avec le retour aux affaires du général de Gaulle

(1958), les autorités sont particulièrement sensibles aux initiatives mettant en avant le progrès, comme les sciences et les technologies. La jeune communauté spatiale française en profite pour les solliciter et pour obtenir le 7 janvier 1959 la création du Comité des recherches spatiales (CRS). Confié au physicien Pierre Auger, le CRS évalue et favorise le développement des activités spatiales qui s'apprêtent à s'intensifier. De nouvelles fusées-sondes sont commandées auprès du LRBA (*Véronique*, *Vesta*) et de Sud Aviation (engins à poudre *Bélier*, *Centaure*, *Dragon*). Le CRS est aussi chargé de soutenir les propositions françaises dans les projets de recherches spatiales à l'échelle internationale (Cospar) et à l'échelle régionale (Europe).

Des études balistiques au lanceur spatial

Parallèlement, le gouvernement engage une réflexion sur l'opportunité d'avoir des missiles balistiques à longue portée pour la force de dissuasion nucléaire. Le succès de *Véronique AGI* de mars 1959 contribue à le convaincre de s'en doter. Est ainsi créée le 17 septembre 1959 la Société pour l'étude et la réalisation d'engins balistiques (Sereb) qui regroupe les forces vives de la nation (Sud Aviation, Nord Aviation, SEPR, Matra, Dassault, Snecma, Onera, Service des poudres, Commissariat à l'énergie atomique). Une coopération avec les États-Unis est envisagée mais, devant les tergiversations de ceux-ci, le gouvernement décide que la Sereb concevra seule les missiles balistiques stratégiques.

La Sereb déploie une méthode d'essais originale consistant à tester séparément puis en les associant des fusées ou véhicules d'essais (VE), afin d'acquérir les compétences dans la propulsion, le guidage, le pilotage, la rentrée atmosphérique (ogives). Dans le cadre des « *pierres précieuses* », toute une panoplie d'engins voit le jour (*Agate*, *Topaze*, *Émeraude*, *Rubis*). Le plus abouti est *Saphir* qui combine *Émeraude* (propulsion à liquides) et *Topaze* (propulsion solide), respectivement comme premier et second étage. À l'automne 1960, des ingénieurs de la Sereb (sous la conduite de Bernard Dorléac) proposent au CRS de réaliser à moindre coût un lanceur de satellite (*Diamant*) en ajoutant un troisième étage au futur *Saphir*. La réflexion s'engage et, le 22 juillet 1961, lors d'un conseil interministériel, de Gaulle et son gouvernement acceptent la proposition de la Sereb. Le 18 décembre, cette dernière, sous la responsabilité de la DMA, doit construire *Diamant* (pour placer sur orbite 80 kg à 500 km). Quant aux scientifiques, ils obtiennent en lieu et place du CRS une agence spatiale - le Centre national d'études spatiales (CNES) - créée le 19 décembre pour conduire la politique spatiale de la France. Pierre Auger en devient le premier président.



Légende : Satellite A1 en intégration à Boulogne Billancourt _ MATRA

Diamant 01 qui place sur orbite la capsule militaire A1 (Armée n°1 rebaptisée *Astérix*). Trois autres *Diamant* sont lancés en 1966-1967 avec succès avec des satellites technologiques réalisés par le CNES (*Diapason*, *Diadème 1 et 2*). Début juillet 1967, la France quitte Hammaguir pour lancer depuis le Centre spatial guyanais près de Kourou. Le CNES est désormais responsable du nouveau lanceur (civil) *Diamant B* qui le 10 mars 1970 place sur orbite un satellite... allemand (*Wika*).

N'ayant cependant pas les moyens d'une NASA américaine, le CNES mène dès le début une politique de coopération avec les Américains et les Soviétiques, mais aussi avec des pays en voie de développement.

Dès 1961-1962, la coopération avec les États-Unis offre aux ingénieurs français l'opportunité de parfaire leur formation et aux scientifiques d'embarquer des instruments dans des satellites américains. Avec les Soviétiques, la coopération entre dans le champ du possible après la visite du général de Gaulle en URSS en juin-juillet 1966. Quant à la coopération avec des pays en développement, elle émane de Jacques Blamont qui, devenu en 1962 premier directeur scientifique et technique du CNES, établit avec l'Inde et l'Argentine un partenariat permettant

de leur transmettre une partie du savoir-faire français.

Une puissance spatiale qui s'intègre à l'Europe

Dès fin octobre 1962, Pierre Auger quitte la présidence du CNES pour s'engager dans la construction de l'Europe spatiale. Il contribue ainsi à la création le 14 juin 1962 par dix États européens (Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, RFA, Royaume-Uni, Suède et Suisse) de l'*European Space and Research Organisation* (ESRO). Ce partenariat permet de construire les premiers satellites scientifiques européens.

Une autre initiative a lieu de la part des autorités britanniques pour concevoir un lanceur européen avec la France, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et la RFA (plus l'Australie pour le champ de tir de Woomera). Pour cela est instaurée l'*European Launcher Development Organisation* (ELDO) dans laquelle chaque pays apporte un élément de la fusée (la France se chargeant du deuxième étage). Entre 1968 et 1971, toutes les tentatives de lancement échouent principalement en raison de l'absence de maître d'œuvre. Cela conduit les Européens à refonder en 1973 l'Europe spatiale avec notamment la création en 1975 de l'*European Space Agency* (ESA) et l'engagement du programme de lanceur européen *Ariane*. Pour le réaliser, 11 nations s'associent (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse), avec la maîtrise d'œuvre confiée au CNES et à Aérospatiale (l'architecte industriel).

Six ans plus tard, le 24 décembre 1979, *Ariane 1* réussissait sa première satellisation depuis le CSG. L'Europe, en assurant ainsi son indépendance spatiale, entrait dans la cour des grands.

La France en était un pilier fondateur.

Philippe VARNOTEAUX*

Article paru dans la [Revue Conflits n°52](#)

Publié sur le site Revue Conflits le 07 septembre 2024

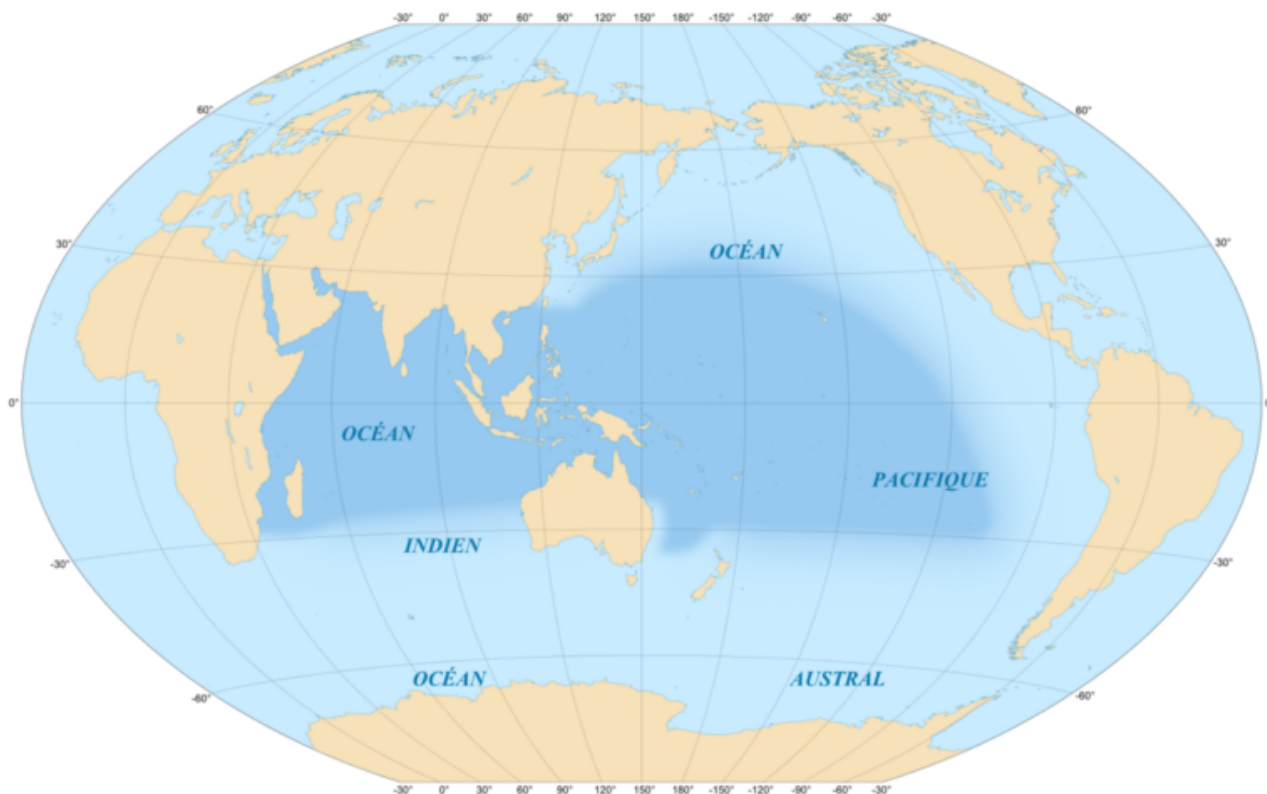
<https://www.revueconflits.com/comment-la-france-est-devenue-une-puissance-spatiale/>

* **Philippe VARNOTEAUX** est docteur en histoire et spécialiste de l'histoire de la conquête spatiale française, membre de l'Institut français d'histoire de l'espace et chargé de cours à Sciences-Po Reims. Il est l'auteur ou coauteur de plusieurs ouvrages dont le dernier intitulé : *Hammaguir, première base spatiale française* (Ginkgo éditeur, 2024).

Source photo de couverture : Pixabay

Soft power et coopération : la France face à ses ambitions en Indo-Pacifique

Category: 2020-2030, Actualités, Asie Pacifique, Géopolitique, Global, Outre-Mer, Souveraineté
3 octobre 2024



La France, souvent perçue comme une ancienne puissance coloniale secondaire en Indo-Pacifique, maintient une présence stratégique grâce à ses territoires ultramarins, son vaste réseau diplomatique et sa politique d'autonomie non alignée. Malgré une influence militaire réduite, elle privilégie la coopération avec des partenaires régionaux clés pour promouvoir la sécurité, la liberté des mers et renforcer la visibilité de sa stratégie dans cette région essentielle.

Commentaire AASSDN : Cet article est d'abord une note générale qui rappelle quelques données historiques et géographiques indispensables à connaître si l'on veut évoquer cette zone qui présente un véritable intérêt stratégique pour la France. Ce texte fait ressortir la singularité de notre pays par rapport à la place qu'occupent notamment les autres pays européens en Indo-Pacifique. Encore faut-il que nous ayons une politique claire et réaliste, c'est-à-dire une stratégie générale de long terme et que nous mettions des moyens significatifs en cohérence avec les objectifs que nous nous fixons dans cette région.

A cet égard, l'instabilité politique, les problèmes économiques et les troubles qui se déroulent en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte, mais également dans d'autres DROM-COM (Guyane) fragilisent notre crédibilité et réduisent nos capacités d'action. Nos adversaires l'ont bien compris...

La stratégie indo-pacifique française est souvent incomprise et parfois méconnue. Dans cette immense région à l'importance cruciale, la France est fréquemment perçue comme une ancienne puissance coloniale amenée à jouer, au mieux, un rôle secondaire.

Il est vrai que la France a connu une longue présence coloniale dans la région, pendant environ trois siècles, de 1674 à 1954, notamment à Madagascar, à Djibouti, à Mayotte, en Inde, en Indochine et dans le Pacifique Sud. En outre, elle a également eu recours de manière

immodérée à la politique de la canonnière face au Siam, au Vietnam, à la Chine et à la Corée. Aujourd'hui, du fait de cette histoire, elle se trouve en conflit avec l'île Maurice pour l'île de Tromelin, avec les Comores pour Mayotte et les îles Glorieuses, et avec Madagascar pour les îles Éparses. Dans l'océan Pacifique, la France est également confrontée à un mouvement indépendantiste en Nouvelle-Calédonie et sa possession de Clipperton a été ouvertement remise en question par le Mexique.

Outre les questions historiques, plusieurs événements survenus plus récemment ont également contribué à cette perception : les essais nucléaires effectués par la France jusqu'en 1995, les scandales liés aux contrats de défense signés avec Taïwan, ainsi qu'avec l'Arabie saoudite et le Pakistan dans les années 1990 et au début des années 2000, et plus près de nous l'annulation par Canberra du contrat de sous-marins au profit de l'accord AUKUS et l'abandon par l'Australie de contrats de défense avec la France (hélicoptères d'attaque Tigre, hélicoptères de transport NH90).

Par ailleurs, l'appareil de sécurité régionale français a été considérablement réduit, passant de 8 500 à 7 000 hommes au cours des dix dernières années. Sans parler des coupes budgétaires post-crise des subprimes (les redoutables LOLF et RGPP) dans la diplomatie française qui ont entraîné une réduction d'effectifs dans un certain nombre d'ambassades. Tous ces facteurs ont clairement eu un impact sur l'image de la France dans la région et ont contribué à une opinion contrastée auprès du public, comme des experts et des autorités politiques et militaires.

En outre, la stratégie indo-pacifique de la France, publiée en 2019, reste floue pour nombre de nos voisins, partenaires et alliés. La France gagnerait certainement à améliorer sa communication autour de ses initiatives et de ses résultats concrets, pour les faire mieux connaître et apprécier. Une meilleure coopération serait également nécessaire entre ses (trop) nombreuses agences, régulièrement en concurrence les unes avec les autres.

Un pays singulier parmi les nations européennes en Indo-Pacifique

La France n'est certes pas le pays le plus puissant opérant dans la zone indo-pacifique, mais elle n'est ni une petite puissance ni une puissance lointaine dans la région, où sa présence a été continuellement maintenue depuis la première moitié du XVI^e siècle.

Il est également important de noter que même si la France a été une puissance coloniale, elle a établi son influence par divers moyens, notamment l'échange d'envoyés diplomatiques et l'établissement d'alliances avec les dirigeants locaux, l'implication directe dans divers conflits, la présence des érudits jésuites à la cour de l'empereur Qianlong en Chine, la construction de forteresses de style Vauban au Siam et au Vietnam ou encore la création d'un arsenal naval moderne à Yokosuka, au Japon. Un grand nombre de Français de tous métiers ont également apporté leurs connaissances et leurs compétences aux dirigeants locaux.

Aujourd'hui encore, la présence de la France dans la zone constitue une singularité majeure puisqu'elle est le seul pays de l'UE à être membre du Conseil de Sécurité de l'ONU et à être une puissance résidente à la fois dans l'océan Pacifique et dans l'océan Indien, sur un ensemble de territoires qui représente 25 810 kilomètres carrés pour une population de près de 2 millions de Français, et 93 % de la zone économique exclusive (ZEE) française, la deuxième au monde, juste après celle des États-Unis. Ses principales entreprises y sont très présentes, notamment dans le secteur de la défense, où la France se classe au troisième rang

des fournisseurs, avec des coopérations fructueuses en cours avec l'Inde, Singapour, la Malaisie et l'Indonésie (peut-être prochainement aux Philippines) et des succès plus anciens en Australie et à Taïwan.

En termes d'influence et de diplomatie, Paris bénéficie d'une position unique avec un ensemble à la fois très dense et diversifié d'outils de soft power et de coopération. Cela comprend d'abord, son réseau d'ambassades et de consulats, l'un des plus importants au monde ; deuxièmement, les écoles et centres culturels français (réseau Alliance française) implantés dans toutes les grandes villes ; troisièmement, ses chambres de commerce et d'industrie reliant les entreprises françaises et locales ; quatrièmement, les institutions françaises de coopération internationale telles que l'Agence française de développement (AFD) et Expertise France ; cinquièmement, un réseau de 18 attachés militaires en plus des officiers de liaison dans les centres régionaux de fusion d'informations à Madagascar, New Delhi et Singapour, coordonnant la coopération en matière de défense et maritime et menant la diplomatie militaire. Cet outil diplomatique unique, envié par de nombreux pays européens, permet à la France d'être un membre actif des plus importants forums et mécanismes de coopération régionale.

Des moyens limités mais une approche innovante

Pour autant, les observateurs jugent souvent que la France « manque de muscles » en Indo-Pacifique.

Une telle affirmation n'est pas dénuée de fondement. Il est vrai que le nombre de troupes dans la zone a été réduit de 20 % au cours des 10 dernières années et que la présence navale a fortement diminué depuis les années 1990, mais en tout état de cause la France n'a ni l'ambition ni les moyens d'être une puissance militaire majeure dans l'Indo-Pacifique. Ses partenaires et alliés dans la région n'attendent ni ne demandent qu'elle prenne parti dans la rivalité États-Unis/Chine ou s'interpose entre eux. Forte de son héritage historique d'autonomie stratégique et d'indépendance politique, la France souhaite ouvrir une troisième voie, ni pro-États-Unis ni anti-Chine, qui résonne avec la posture stratégique de non-alignement des « Perspectives sur l'Indo-Pacifique » de l'Asean. À ce titre, Paris privilégie une posture de facilitateur, de bon voisinage et de partenaire de confiance qui promeut l'état de droit et démontre son engagement en faveur de la sécurité régionale et de la liberté des mers.

L'architecture de défense française dans la zone comprend deux commandements sous-régionaux - ALINDIEN pour l'océan Indien et ALPACI pour l'océan Pacifique, en complément des forces de souveraineté positionnées à La Réunion, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie - et suit un axe en forme de « S ». Cet axe relie le cœur métropolitain à ses territoires d'outre-mer à travers un réseau d'alliés et de partenaires stratégiques dont les Émirats arabes unis, l'Inde, Singapour, l'Indonésie et l'Australie (mais aussi le Vietnam, la Corée du Sud et le Japon). Avec certains d'entre eux, la France a établi un dialogue stratégique de défense innovant, comme les dialogues stratégiques trilatéraux « France-EAU-Inde » et « France-Inde-Australie ».

Benjamin BLANDIN

Doctorant en relations internationales, Institut catholique de Paris (ICP)

The conversation

<https://theconversation.com/que-pese-la-france-en-indo-pacifique-225816>

14 avril 2024